

CONSEIL DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

SESSION ORDINAIRE 2000-2001

22 DECEMBRE 2000

PROPOSITION D'ORDONNANCE

**modifiant l'ordonnance du
29 août 1991 organique de la
planification et de l'urbanisme**

RAPPORT

fait au nom de la Commission de
l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme
et de la Politique foncière

par M. Willy DECOURTY (F)

Ont participé aux travaux de la commission :

1. *Membres effectifs* : MM. Bernard Clerfayt, Marc Cools, Mmes Isabelle Molenberg, Caroline Persoons, MM. Yaron Pesztat, Mohamed Azzouzi, Willy Decourty, Jean Demannez, Benoît Cerexhe, Sven Gatz.
2. *Membres suppléants* : Mmes Danielle Caron, Isabelle Gelas, M. Claude Michel, Mme Michèle Carthé, M. Mahfoudh Romdhani, Mme Béatrice Fraiteur.
3. *Autres membres* : MM. Mostafa Ouezekhti, Rudi Vervoort, Denis Grimberghs.

Voir :

Document du Conseil :
N° A-154/1 – S.O. 1999 : Proposition d'ordonnance.

BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE RAAD

GEWONE ZITTING 2000-2001

22 DECEMBER 2000

VOORSTEL VAN ORDONNANTIE

**tot wijziging van de ordonnantie van
29 augustus 1991 houdende organisatie
van de planning en de stedenbouw**

VERSLAG

uitgebracht namens de Commissie voor
de Ruimtelijke Ordening, de Stedenbouw
en het Grondbeleid

door de heer Willy DECOURTY (F)

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

1. *Vaste leden* : de heren Bernard Clerfayt, Marc Cools, mevr. Isabelle Molenberg, mevr. Caroline Persoons, de heren Yaron Pesztat, Mohamed Azzouzi, Willy Decourty, Jean Demannez, Benoît Cerexhe, Sven Gatz.
2. *Plaatsvervangers* : Mevr. Danielle Caron, mevr. Isabelle Gelas, de heer Claude Michel, mevr. Michèle Carthé, de heer Mahfoudh Romdhani, mevr. Béatrice Fraiteur.
3. *Andere leden* : de heren Mostafa Ouezekhti, Rudi Vervoort, Denis Grimberghs.

Zie :

Stuk van de Raad :
Nr. A-154/1 – G.Z. 1999 : Voorstel van ordonnantie

Table des matières

I. Discussion générale	3
II. Discussion des articles.....	9
III. Votes	10
IV. Texte adopté par la commission.....	11
V. Amendements	12

Inhoudstafel

I. Algemene bespreking	3
II. Artikelsgewijze bespreking	9
III. Stemmingen	10
IV. Tekst aangenomen door de commissie	11
V. Amendementen	12

I. Discussion générale

1.1. Avant la consultation du Conseil d'Etat

Le Secrétaire d'Etat, M. Willem Draps, informe les membres de la commission que le Gouvernement a pris connaissance du contenu de la présente proposition d'ordonnance et que le contenu de celle-ci n'est pas sans influence sur la mise en application du PRAS. Conformément à l'article 4 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, le Gouvernement souhaite recueillir un avis de cette instance administrative sur différentes questions que le contenu de celle-ci pose ainsi que sur ses effets. En application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois susmentionnées, le Gouvernement motivera la demande d'urgence.

M. Rudi Vervoort manifeste son inquiétude quant à l'absence de dispositions prolongeant les effets du PRD. Il souhaite connaître les intentions du Gouvernement à cet égard ainsi que le calendrier qui accompagne celles-ci. Le vote en séance publique du 22 décembre 2000 s'impose pour cette proposition qui a déjà été déposée, il y a quelque temps déjà. Il importe pour la commission d'évoquer les différentes hypothèses qu'émettra le Conseil d'Etat.

Le Président de la commission, M. Bernard Clerfayt, souligne que la présente proposition a seulement été déposée le 4 décembre 2000, qu'elle a été prise en considération le 8 décembre et que la célérité tant de la commission que des services du Conseil ne peuvent être mis en cause.

Mme Michèle Carthé ne comprend pas pourquoi le Gouvernement souhaite recueillir l'avis du Conseil d'Etat. Le risque de vide juridique est pourtant évident. Ses préoccupations à elle sont avant tout d'ordre urbanistique. Elle remercie également les services du Conseil pour leur rapidité.

M. Yaron Pesztat constate que le Gouvernement a pris toutes les précautions pour maintenir un lien entre le PRD et le PRAS mais qu'il a fait preuve d'inertie pour la prolongation des effets du PRD. Il a fallu que des parlementaires déposent une proposition d'ordonnance à cet égard. La présente proposition est co-signée par des représentants de quatre partis de la majorité et il est surprenant de voir surgir des problèmes. Il était, en ce qui lui concerne, tout à fait prêt à voter en faveur de la proposition d'ordonnance.

Le même député rappelle que le PRD limite pour l'autorité subsidiaire les possibilités de délivrer des subsides. Certains souhaitent peut-être en octroyer en dehors de toute existence d'un PRD.

Mme Isabelle Molenberg suggère l'ajournement des travaux de la commission. Il est, en effet, surréaliste d'entamer les travaux sans l'avis du Conseil d'Etat.

I. Algemene bespreking

1.1 Voor de raadpleging van de Raad van State

Staatssecretaris Willem Draps bericht de leden van de commissie dat de regering kennis genomen heeft van de inhoud van dit voorstel van ordonnantie en dat de inhoud ervan gevolgen zal hebben voor de toepassing van het GBP. Overeenkomstig artikel 4 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, wenst de regering dit administratieve rechtscollege om advies te vragen over verschillende vragen die dit voorstel doet rijzen en over de gevolgen van het voorstel. Krachtens artikel 84, eerste lid, 2^o, van de voormelde wetten zal de regering de vraag om spoedbehandeling met redenen omkleeden.

De heer Rudi Vervoort maakt zich zorgen over het feit dat het voorstel geen bepalingen bevat die de gevolgen van het GewOP verlengen. Hij vraagt wat de regering op dit vlak zal doen en of er daarbij een tijdschema gevolgd wordt. Over dit voorstel, dat reeds enige tijd ingediend is, moet tijdens de openbare vergadering van 22 december 2000 gestemd worden. De commissie moet de verschillende hypothesen die de Raad van State zal formuleren bespreken.

Commissievoorzitter Bernard Clerfayt onderstreept dat dit voorstel pas op 4 december 2000 ingediend is en op 8 december in overweging genomen is. De commissie en de diensten van de Raad hebben dus zeker geen tijd verloren.

Mevrouw Michèle Carthé begrijpt niet waarom de regering het advies van de Raad van State wil vragen. Er dreigt duidelijk een rechtsvacuüm te ontstaan. Zij denkt vooral aan stedenbouwkundige problemen. Zij bedankt de diensten van de Raad voor de snelle behandeling van het voorstel.

De heer Yaron Pesztat stelt vast dat de regering alle voorzorgen genomen heeft om een band te behouden tussen het GewOP en het GBP, maar dat zij niets gedaan heeft om de gevolgen van het GewOP te verlengen. De parlementsleden hebben zelf een voorstel van ordonnantie moeten indienen. Dit voorstel is ondertekend door de vertegenwoordigers van vier partijen van de meerderheid en het verbaast hem dat er problemen rijzen. Hij was zelf bereid om dit voorstel van ordonnantie goed te keuren.

Dezelfde volksvertegenwoordiger herinnert eraan dat het GewOP de subsidiemogelijkheden van de subsidiërende overheid beperkt. Misschien willen sommigen wel subsidies toekennen zonder dat er een GewOP bestaat.

Mevrouw Isabelle Molenberg stelt voor om de werkzaamheden van de commissie uit te stellen. Het is immers absurd om de werkzaamheden te starten zonder over het advies van de Raad van State te beschikken.

Mme Michèle Carthé se réfère à l'article 70.6 du Règlement, selon lequel la demande d'avis ne suspend pas le cours de la procédure en commission.

M. Benoît Cerexhe s'étonne également de cette décision du Gouvernement alors que le Ministre-Président avait marqué son accord sur le contenu de cette proposition d'ordonnance. Quelles seraient les conséquences de la non-adoption de ce texte avant le 31 décembre ? Il rappelle toutefois la portée de la disposition contenue dans l'article 23 de l'OOPU relative à la conformité des aides aux dispositions contenu dans le PRD.

M. Marc Cools affirme qu'il est nécessaire que la Région soit enfin dotée d'un PRAS. Une controverse juridique existe actuellement. Selon la première thèse, le PRAS ne peut exister que moyennant un PRD. La thèse contraire existe également. Il est dès lors utile que le Conseil d'Etat éclaire le Parlement pour que celui-ci sache si le vote de cette proposition est nécessaire ou non.

Le Secrétaire d'Etat rappelle que le dernier projet d'ordonnance voté et que l'on a qualifié de technique était nécessaire pour l'adoption du PRAS. Tout le monde savait que le PRD cesserait ses effets au 31 décembre 2000 et que le PRAS ne serait pas immédiatement adopté. Il se réfère à l'article 4 du projet précité qui détermine les liens entre le PRD et le PRAS. Il n'a en ce qui le concerne jamais affirmé que le PRAS sortirait ces effets avant le 1er mars. Une initiative parlementaire a été prise en vue de prolonger les effets du PRD. Les avis juridiques recueillis sur celle-ci sont divergeants. Le Gouvernement, en ce qui le concerne, souhaite que le PRAS soit arrêté avec la meilleure sécurité juridique. Il établit un parallèle avec la validité des PPAS adoptés en l'absence de tout PCD. La décision du Gouvernement n'est en rien contraire au contenu de la déclaration gouvernementale. Qu'il y ait ou non un PRD au 1^{er} janvier n'a posé aucun problème au Gouvernement. S'il n'y a aucun problème politique, force est de constater qu'il y a un problème juridique; d'où la nécessité de recueillir l'avis du Conseil d'Etat.

La procédure sera la suivante : une demande d'avis du Conseil d'Etat dans les trois jours ouvrables sera demandée. Le Gouvernement devrait recevoir celui-ci dans le courant de la journée du mardi 19 décembre. Le mercredi 20 décembre au matin, le Gouvernement analysera ce même avis et il sera possible pour la commission d'en prendre connaissance le mercredi après-midi. Le rapporteur pourra exposer son rapport oral en séance plénière du jeudi 21 décembre.

M. Sven Gatz et Mme Michèle Carthé s'interrogent sur les garanties que l'on a de recevoir l'avis dans les trois jours.

La même députée insiste sur les problèmes qui se poseront à l'occasion de la délivrance d'aides régionales conformément à l'article 23 de l'OOPU.

Mevrouw Michèle Carthé verwijst naar artikel 70.6 van het reglement dat bepaalt dat de adviesaanvraag de behandeling in de commissie niet schorst.

Het verbaast de heer Benoît Cerexhe dat de regering deze beslissing genomen heeft, hoewel de minister-president had ingestemd met de inhoud van dit voorstel van ordonnantie. Indien deze tekst niet wordt goedgekeurd voor 31 december, wat zouden hiervan de gevolgen zijn ? Hij herinnert evenwel aan de strekking van de bepaling vervat in artikel 23 van de OOPS met betrekking tot de overeenstemming van de subsidies met de bepalingen in het GewOP.

De heer Marc Cools bevestigt dat het Gewest een GBP moet krijgen. Er wordt momenteel een discussie gevoerd. Volgens bepaalde juristen kan het GBP enkel bestaan als er een GewOP is. Het tegengestelde wordt eveneens beweerd. De Raad van State moet het Parlement uitsluitel geven of de goedkeuring van dit voorstel nodig is.

De staatssecretaris herinnert eraan dat het laatst goedgekeurde ontwerp van ordonnantie, dat als technisch beschouwd werd, noodzakelijk was voor de goedkeuring van het GBP. Iedereen wist dat het GewOP zou ophouden gevolg te hebben vanaf 31 december 2000 en dat het GBP niet onmiddellijk goedgekeurd zou worden. Hij verwijst naar artikel 4 van het voormelde ontwerp dat het verband legt tussen het GewOP en het GBP. Hij heeft zelf nooit beweerd dat het GBP gevolgen zou hebben vóór 1 maart. Er is een parlementair initiatief genomen om de gevolgen van het GewOP te verlengen. De juridische standpunten over dit initiatief zijn verdeeld. De regering wenst dat het GBP zo vastgesteld wordt dat het een zo groot mogelijke rechtszekerheid geeft. Hij legt een verband met de geldigheid van de BBP's die bij ontstentenis van een GemOP goedgekeurd worden. De beslissing van de regering is op geen enkel punt in strijd met de inhoud van de regeringsverklaring. Of er nu wel of geen GewOP is op 1 januari, is voor de regering nooit een probleem geweest. Er is geen politiek probleem, maar wel een juridisch probleem. Vandaar dat het advies van de Raad van State ingewonnen moet worden.

De volgende procedure zal gevolgd worden : de Raad van State zal gevraagd worden om het advies binnen drie werkdagen mee te delen. De regering zou het advies in de loop van de week van dinsdag 19 december moeten ontvangen. Op woensdagmorgen 20 december zal de regering het advies onderzoeken en in de namiddag zal de commissie ervan kennis kunnen nemen. De rapporteur kan dan mondeling verslag uitbrengen tijdens de plenaire vergadering van donderdag 21 december.

De heer Sven Gatz en mevrouw Michèle Carthé vragen zich af of men de zekerheid heeft dat het advies binnen drie dagen bezorgd zal worden.

Mevrouw Michèle Carthé onderstreept dat er problemen zullen rijzen wanneer er overeenkomstig artikel 23 van de OOPS subsidies van het Gewest toegekend zullen worden.

Le Président de la commission, M. Bernard Clerfayt, rappelle que les aides en question sont octroyées dans le cadre des dispositions d'autres ordonnances. Il ne faut pas perdre de vue qu'en vertu du principe de la hiérarchie des normes celles-ci ont une valeur supérieure au PRD qui n'a que force d'arrêté.

MM. Yaron Peszkat et Benoît Cerexhe réitèrent leurs inquiétudes sur les risques courus en cas de défaut d'adoption de cette proposition d'ordonnance.

Le Secrétaire d'Etat ne souhaite pas s'exprimer à ce stade. Certaines consultations juridiques sont qualifiées d'explosives mais démenties par d'autres ; d'où l'intérêt de consulter le Conseil d'Etat. Le Gouvernement prendra ses responsabilités et si l'avis ne lui est pas notifié mardi soir, il avisera mercredi matin.

Vote sur la suggestion de reporter la discussion au mercredi 20 décembre 2000

– La proposition est adoptée par 10 voix contre 3.

1.2. Après la consultation du Conseil d'Etat

D'après le Secrétaire d'Etat, M. Willem Draps, il ressort de la lecture combinée des articles 203, § 2, et 23, alinéa 4, de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme que le premier plan régional de développement (PRD) arrêté le 3 mars 1995 cessera de produire ses effets le 31 décembre 2000. Il apparaît, en outre, que le Gouvernement ne sera pas en mesure d'adopter le nouveau projet de plan régional de développement avant cette date.

La proposition d'ordonnance déposée par Mmes Carthé et Grouwels et MM. Cools et Gatz, vise donc à prolonger les effets du PRD du 3 mars 1995 jusqu'à approbation du nouveau PRD. En effet, l'absence de PRD à l'échéance prévue entraînerait, selon les auteurs de la proposition d'ordonnance, un vide juridique « tant en ce qui concerne l'octroi des aides gouvernementales, qui selon l'article 23, alinéa 3, de l'ordonnance ne peuvent s'effectuer qu'en vertu des dispositions du plan, qu'à l'égard des plans inférieurs dont l'existence du PRD, de par sa position au sommet de la hiérarchie des plans, conditionne la validité ».

Le Gouvernement a dès lors souhaité demander l'avis du Conseil d'Etat sur ce point.

L'avis rendu par le Conseil d'Etat et dont un texte officieux est déposé à l'attention des membres de cette com-

missievoorzitter Bernard Clerfayt herinnert eraan dat deze subsidies overeenkomstig bepalingen van andere ordonnances toegekend worden. Men mag niet vergeten dat in de hiërarchie van de normen deze ordonnances hoger staan dan het GewOP dat enkel de waarde van een besluit heeft.

De heren Yaron Peszkat en Benoît Cerexhe drukken nogmaals hun bezorgdheid uit over de risico's die men loopt indien dit voorstel van ordonnantie niet goedgekeurd wordt.

De staatssecretaris wil nu nog geen standpunt innemen. Van bepaalde juridische adviezen wordt gezegd dat die zullen inslaan als een bom, maar uit andere adviezen blijkt het tegendeel. Het is dus nodig de Raad van State om advies te vragen. De regering zal haar verantwoordelijkheid nemen. Indien zij dinsdagavond het advies niet krijgt, zal zij zich woensdagmorgen beraden.

Stemming over het voorstel om de bespreking tot woensdag 20 december 2000 uit te stellen

– Het voorstel wordt goedgekeurd met 10 stemmen tegen 3.

1.2 Na de raadpleging van de Raad van State

Volgens staatssecretaris Willem Draps blijkt uit het samen lezen van artikel 203, § 2, en artikel 23, vierde lid, van de ordonnantie houdende de organisatie van de planning en de stedenbouw dat het eerste gewestelijke ontwikkelingsplan (GewOP) dat op 3 maart 1995 vastgesteld is, op 31 december 2000 zal ophouden gevolg te hebben. De regering zal bovendien het nieuwe ontwerp van gewestelijk ontwikkelingsplan niet voor deze datum kunnen goedkeuren.

Het voorstel van ordonnantie van mevrouw Michèle Carthé, mevrouw Brigitte Grouwels, de heren Marc Cools en Sven Gatz, strekt er dus toe de gevolgen van het GewOP van 3 maart 1995 te verlengen tot het nieuwe GewOP goedgekeurd is. Als er na 31 december 2000 geen GewOP meer zou zijn, zou er volgens de indieners van het voorstel van ordonnantie een rechtsvacuüm ontstaan zowel « voor de toekenning van de hulp van de regering, welke luidens artikel 23, derde lid, van de ordonnantie houdende de organisatie van de planning en de stedenbouw, slechts mag gebeuren in naleving van de bepalingen van het plan, en ook voor de lagere plannen. Het GewOP, dat in de hiërarchie van de plannen bovenaan staat, is immers bepalend voor hun geldigheid. ».

De regering wou dan ook het advies van de Raad van State vragen over dit punt.

Een officieuze tekst van het advies van de Raad van State wordt aan de commissieleden bezorgd. Het advies

mission porte ainsi sur les effets de l'absence de PRD et la nécessité de disposer d'un PRD pour pouvoir approuver un plan régional d'affectation du sol (PRAS).

Selon l'avis rendu par le Conseil d'Etat, il importe de constater, d'une part, que l'ordonnance n'impose pas formellement au Gouvernement l'obligation d'élaborer un plan régional de développement, d'autre part, que le législateur a voulu limiter les effets de ce plan dans le temps.

Dans ces conditions, indique le Conseil d'Etat, le « vide juridique » invoqué dans les développements de la proposition à l'examen n'existe donc pas, du moins si l'on s'en tient à l'ordonnance du 29 août 1991.

Il ne peut en effet se déduire de l'ordonnance que le Gouvernement ou les communes ont l'obligation d'adopter un plan de développement dans les délais mentionnés par l'ordonnance s'agissant uniquement de délais d'ordre et non de délais de rigueur.

Dès lors, le Gouvernement peut adopter le PRAS et accorder des subsides en l'absence de PRD, à l'instar des communes qui adoptent des PPAS et octroient des subsides alors même que leur PCD ne sont pas encore adoptés.

Toutefois, constate le Conseil d'Etat, au moins deux ordonnances particulières subordonnent l'octroi de certains subsides à l'existence d'un PRD. Il en va ainsi de l'ordonnance du 21 décembre 1998 fixant les règles de répartition de la dotation générale aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale à partir de l'année 1998 et de l'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public.

Dans ces conditions, la prolongation du PRD de 1995 en attendant l'adoption du projet de PRD s'avère nécessaire transitoirement et ce, même si, celui-ci, malgré ses modifications ponctuelles, ne tient pas compte de toutes les évolutions des besoins économiques, sociaux, culturels ou d'environnement intervenues ces dernières années car fondé sur des données récoltées pour la plupart entre 1981 et 1991.

Enfin, le Secrétaire d'Etat, M. Willem Draps, souscrit pleinement à l'amendement déposé en ce qu'il complète le texte de la proposition initiale, suivant d'ailleurs en cela l'avis du Conseil d'Etat, en prolongeant les effets du premier plan régional de développement au jour de l'entrée en vigueur du projet de nouveau projet de plan régional de développement et au plus tard au 31 décembre 2001.

L'avis du Conseil d'Etat rappelle en effet qu'au sens de l'article 23, alinéas 1^{er} et 2, de l'ordonnance, le projet de plan régional de développement produit les mêmes effets que le plan régional de développement.

heeft betrekking op de gevolgen van de afwezigheid van een GewOP en over de noodzaak om te beschikken over een GewOP om een gewestelijk bestemmingsplan te kunnen goedkeuren (GBP).

Volgens de Raad van State legt de ordonnantie enerzijds de regering geen formele verplichting op om een gewestelijk bestemmingsplan op te stellen, maar anderzijds heeft de wetgever de gevolgen van dit plan in de tijd willen beperken.

In die omstandigheden is dus volgens de Raad van State geen sprake van een « rechtsvacuüm » zoals bedoeld in de toelichting van dit voorstel, tenminste als men rekening houdt met de ordonnantie van 29 augustus 1991.

Uit de ordonnantie kan men immers niet afleiden dat de regering of de gemeenten verplicht zijn een ontwikkelingsplan goed te keuren binnen de termijnen bedoeld in de ordonnantie. Het gaat immers om niet-dwingende termijnen.

De regering kan dan ook het GBP goedkeuren en subsidies toekennen als er geen GewOP is, net zoals de gemeenten die BBP's goedkeuren en subsidies toekennen ook al zijn hun GemOP's nog niet goedgekeurd.

De Raad van State stelt evenwel vast dat er ten minste twee bijzondere ordonnanties zijn die de toekenning van bepaalde subsidies afhankelijk maken van het bestaan van een GewOP. Zo is er de ordonnantie van 21 december 1998 tot vaststelling van de regels voor de verdeling van de algemene dotatie aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vanaf het jaar 1998, en de ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen.

In deze context moet het GewOP van 1995 voorlopig verlengd worden tot het ontwerp van GewOP aangenomen is, hoewel daarin ondanks enkele wijzigingen hier en daar geen rekening gehouden wordt met de veranderde economische, sociale, culturele of milieubehoefte van de jongste jaren. Het GewOP is immers gebaseerd op gegevens die voornamelijk tussen 1981 en 1991 verzameld zijn.

Staatssecretaris Willem Draps steunt ten volle het ingediende amendement dat de tekst van het oorspronkelijke voorstel aanvult. Daarbij wordt het advies van de Raad van State gevolgd: de gevolgen van het eerste gewestelijke ontwikkelingsplan worden verlengd tot op de dag dat het ontwerp van het nieuwe gewestelijke ontwikkelingsplan in werking treedt en niet langer dan tot 31 december 2001.

In het advies van de Raad van State wordt eraan herinnerd dat luidens artikel 23, eerste en tweede lid, van de ordonnantie, het ontwerp van gewestelijk ontwikkelingsplan dezelfde gevolgen heeft als het gewestelijke ontwikkelingsplan.

– Mme Michèle Carthé, MM. Sven Gatz et Marc Cools déposent un amendement n° 1 visant à remplacer l'article 2 par une nouvelle disposition selon laquelle le premier plan régional de développement arrêté le 3 mars 1995 cesse de produire ses effets au jour de l'entrée en vigueur du projet de nouveau plan régional de développement et au plus tard le 31 décembre 2001.

M. Sven Gatz confirme la position du Conseil d'Etat selon laquelle il n'y aurait aucun vide juridique. A l'égard d'autres ordonnances, il serait peut-être souhaitable que le PRD continue à sortir ses effets jusque fin 2001. Grâce à l'amendement susmentionné, le projet du PRD produirait les mêmes effets qu'un plan.

M. Yaron Pesztat ne comprend pas la position du Conseil d'Etat. Comment est-il possible d'adopter un PRAS sans PRD alors que le premier plan doit découler du second. De deux choses l'une, soit le Conseil d'Etat se trompe, soit l'ordonnance organique de la planification et de l'urbanisme est incorrectement rédigée.

Le président de la commission, M. Bernard Clerfayt, lui fait cependant remarquer que la situation des PPAS par rapport au PCD est identique. Des PPAS ont en effet été adoptés en dehors de tout PCD.

M. Yaron Pesztat tient à nuancer cette position. Les PPAS s'inspirent en effet du PRAS qui sert de référence. Il est, en tout cas, incompréhensible d'adopter un PCD en dehors de tout PRD. Un danger de recours subsiste et la Région bruxelloise n'est pas à l'abri d'un vide juridique. Depuis 1995, le législateur n'a pas suffisamment compris le principe de la hiérarchie des plans.

– Un premier sous-amendement à l'amendement n° 1 est déposé par MM. Benoît Cerexhe, Denis Grimberghs et Yaron Pesztat ainsi que par Mme Béatrice Fraiteur. Celui-ci vise à supprimer les mots : « et au plus tard le 31 décembre 2001 ».

Les auteurs de ce sous-amendement ne perçoivent pas l'intérêt de fixer une nouvelle date butoir.

M. Marc Cools partage l'avis de M. Sven Gatz selon lequel la position du Conseil d'Etat est logique et cohérente. Il ne peut cependant suivre M. Yaron Pesztat vu que les PCD ne doivent nullement être adoptés postérieurement au PRD. Ceux-ci peuvent même contribuer à l'élaboration du PRD. Le PCD de sa commune d'Uccle a d'ailleurs permis de finaliser certaines remarques sur le projet de PRAS soumis à enquête. A l'égard du principe de la hiérarchie des plans, il ne faut pas perdre de vue que si les plans inférieurs divergent, il importe dès lors de les adapter. Il faut également opérer une séparation entre le principe de la hiérarchie

– Mevrouw Michèle Carthé, de heren Sven Gatz en Marc Cools dienen een amendement nr. 1 in dat ertoe strekt artikel 2 te vervangen door een nieuwe bepaling volgens welke het eerste gewestelijk ontwikkelingsplan van 3 maart 1995 ophoudt gevolg te hebben op de dag dat het ontwerp van het nieuwe gewestelijke ontwikkelingsplan in werking treedt en uiterlijk op 31 december 2001.

De heer Sven Gatz bevestigt het standpunt van de Raad van State dat er geen rechtsvacuüm zou zijn. Omdat er nog andere ordonnances zijn, zou het misschien wenselijk zijn dat het GewOP gevolg blijft hebben tot einde 2001. Door het voormelde amendement zou het ontwerp van GewOP dezelfde gevolgen hebben als een plan.

De heer Yaron Pesztat begrijpt het standpunt van de Raad van State niet. Hoe kan men een GBP goedkeuren zonder GewOP, aangezien het eerste plan uit het tweede moet volgen. Het is het een of het ander : ofwel vergist de Raad van State zich, ofwel is de ordonnantie houdende de organisatie van de planning en de stedenbouw verkeerd opgesteld.

Commissievoorzitter Bernard Clerfayt wijst het lid erop dat de BBP's zich op dezelfde manier verhouden tot het GemOP. Er zijn BBP's goedgekeurd zonder GemOP.

De heer Yaron Pesztat nuanceert toch dit standpunt. Het GBP is het referentiekader voor de BBP's. Het is in ieder geval onbegrijpelijk dat een GemOP goedgekeurd wordt zonder GewOP. Het gevaar bestaat dat een beroep ingesteld wordt en er kan in het Hoofdstedelijk Gewest een rechtsvacuüm ontstaan. Sinds 1995 heeft de wetgever het principe van de hiërarchie van de plannen niet goed begrepen.

– Een eerste subamendement op amendement nr. 1 wordt ingediend door de heren Benoît Cerexhe, Denis Grimberghs en Yaron Pesztat, en mevrouw Béatrice Fraiteur. Het strekt ertoe de woorden « en uiterlijk op 31 december 2001 » te doen vervallen.

De indieners van dit subamendement zien niet in waarom er een nieuwe einddatum bepaald zou moeten worden.

De heer Marc Cools is het er met de heer Sven Gatz over eens dat het standpunt van de Raad van State logisch is. Hij is het echter niet eens met de heer Yaron Pesztat: de GemOP's moeten geenszins na het GewOP goedgekeurd worden. Die kunnen zelfs een bijdrage vormen tot het opstellen van het GewOP. Het GemOP van de gemeente Ukkel heeft trouwens antwoorden gegeven op opmerkingen op het ontwerp van GBP die tijdens het onderzoek geformuleerd zijn. Men mag niet vergeten dat krachtens het principe van de hiërarchie van de plannen de afwijkende lagere plannen aangepast moeten worden. De hiërarchie

chie des plans et le calendrier réservé à l'adoption de ceux-ci.

Le même député rappelle que le PRD n'est plus constitué d'un volet réglementaire. Le Conseil d'Etat permet dès lors l'adoption du PRAS en dehors de tout PRD.

M. Marc Cools précise que lorsqu'il a cosigné la proposition il souhaitait être attentif parce que l'absence de PRD risquait de créer des problèmes à l'égard de certaines subventions. Il était dès lors souhaitable soit de modifier les ordonnances prévoyant les subventions précitées, soit de laisser le PRD en vigueur jusqu'à l'adoption d'un nouveau projet. Une telle situation doit cependant être limitée dans le temps. Il est, dès lors, souhaitable que le Gouvernement s'attelle d'emblée à la finalisation du projet de PRD. En douze mois, celui-ci est à même d'atteindre un tel objectif d'autant plus que les travaux ont déjà été entamés. Il appartient dès lors au Parlement de maintenir la pression. La majorité régionale de l'Assemblée assume ses responsabilités en déposant une telle proposition. Le Gouvernement doit adopter la même attitude via un travail qui ne doit pas être réalisé en chambre close mais après consultation des communes. Il s'agit là d'une condition nécessaire pour que le futur PRD recueille un large consensus.

M. Benoît Cerexhe insiste sur les retards auxquels est confrontée la Région bruxelloise que ce soit à l'égard du PRAS, du PRD ou même du RRU. En ce qui concerne l'articulation du PRAS et du PRD, le Conseil d'Etat ne soulève aucun vide juridique. Quel est encore alors l'intérêt d'élaborer un PRD ? Il ne faut pas perdre de vue que le PRAS ne peut déroger au PRD que moyennant certaines conditions et due motivation. Quelle est dès lors la position du Gouvernement à cet égard ?

Le Secrétaire d'Etat, M. Willem Draps, ne souhaite pas apporter de commentaire sur l'avis du Conseil d'Etat. La proposition d'ordonnance telle qu'amendée répond pleinement au souci juridique du Gouvernement.

M. Benoît Cerexhe relève qu'il est cependant difficile d'apporter une motivation par rapport à un document qui serait devenu inexistant. A l'égard du délai, des risques sont pris suite à la fixation d'une date. Quel est l'agenda que se réserve le Gouvernement pour procéder aux consultations nécessaires ?

M. Bernard Clerfayt répond que le Gouvernement adopte le projet et puis soumettra celui-ci à enquête.

Mme Michèle Carthé précise que l'objectif du dépôt de la proposition est d'éviter tout vide juridique. L'avis du Conseil d'Etat est clair vu que celui-ci précise qu'aucun vide juridique n'existe à l'égard de la hiérarchie des plans. Le seul vide juridique existant a trait aux travaux subsidiés et à la dotation aux communes. La date limite résulte des

van de plannen heeft ook niets te maken met de volgorde van hun goedkeuring.

Dezelfde volksvertegenwoordiger herinnert eraan dat het GewOP geen verordenend gedeelte meer bevat. De Raad van State heeft dus geen bezwaar dat het GBP zonder GewOP goedgekeurd wordt.

De heer Marc Cools preciseert dat hij het voorstel medeondertekend heeft omdat hij vreesde dat er bij ontstentenis van een GewOP problemen zouden rijzen voor de toekenning van bepaalde subsidies. Ofwel zouden de ordonnances die deze subsidies toekennen gewijzigd moeten worden ofwel zou het GewOP geldig moeten blijven tot een nieuw ontwerp goedgekeurd is. Zo'n situatie mag echter niet blijven duren. Het is dus wenselijk dat de regering zo snel mogelijk het ontwerp van GewOP afwerkt. Zij kan dit in twaalf maanden doen, vooral omdat de werkzaamheden reeds aangevat zijn. Het Parlement moet dus druk blijven uitoefenen. De meerderheid in de gewestelijke assemblee neemt haar verantwoordelijkheid op door een dergelijk voorstel in te dienen. De regering moet ook haar verantwoordelijkheid nemen door niet in een ivoren toren te werken en de gemeenten te raadplegen. Dat is een noodzakelijke voorwaarde om een ruime consensus over het toekomstige GewOP te bereiken.

De heer Benoît Cerexhe wijst op de achterstand van het Gewest op alle vlakken, of het nu gaat om het GBP, het GewOP of zelfs de GSV. Wat het verband tussen het GBP en het GewOP betreft, zegt de Raad van State dat er geen rechtsvacuüm bestaat. Waarom moet er dan nog een GewOP opgesteld worden ? Men mag niet vergeten dat het GBP enkel op bepaalde voorwaarden en met een goede motivering mag afwijken van het GewOP. Wat is het standpunt van de regering daarover ?

Staatssecretaris Willem Draps wil geen commentaar geven op het advies van de Raad van State. Het geamendeerde voorstel van ordonnantie houdt op juridische vlak rekening met de wensen van de regering.

De heer Benoît Cerexhe verklaart dat men moeilijk een motivering kan voorleggen als antwoord op een tekst die niet meer zou bestaan. Er worden overigens risico's genomen door een einddatum vast te stellen. Wat is de planning van de regering om de nodige adviezen in te winnen ?

De heer Bernard Clerfayt antwoordt dat de regering het ontwerp zal goedkeuren en vervolgens aan een onderzoek onderwerpen.

Mevrouw Michèle Carthé zegt dat het voorstel ingediend is om een rechtsvacuüm te voorkomen. Het advies van de Raad van State is duidelijk : er bestaat geen rechtsvacuüm wat de hiërarchie van de plannen betreft. Er is enkel een rechtsvacuüm inzake gesubsidieerde werken en de dotatie aan de gemeenten. De einddatum is een verbind-

engagements pris par le Ministre-Président quant à la finalisation du PRD. Le nouveau PRD sera conforme à l'esprit du précédent et ne sera définitivement arrêté qu'après une large consultation.

M. Benoît Cerexhe souhaite connaître la position du Gouvernement à l'égard de la remarque du Conseil d'Etat sur l'application de l'article 18, alinéa 4, de l'ordonnance organique de la planification et de l'urbanisme.

Le Secrétaire d'Etat, M. Willem Draps, répond qu'il ne s'agit pas d'un délai de rigueur mais bien d'un délai d'ordre. Il n'est dès lors pas nécessaire d'apporter une modification supplémentaire à l'ordonnance précitée.

II. Discussion des articles

Article 1^{er}

L'article 1^{er} est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

Article 2

M. Sven Gatz souhaite le rejet du premier sous-amendement à l'amendement n° 1 vu la possibilité dont bénéficie le Parlement de maintenir la pression sur le Gouvernement grâce à la date butoir. A défaut de parution d'un nouveau PRD, il se réserve le droit de demander une prorogation de l'actuel.

Mme Michèle Carthé relève que le libellé de l'amendement n° 1 risque de prêter à confusion étant donné que M. Hervé Hasquin qui était membre du précédent Gouvernement avait déjà arrêté un projet. Elle souhaite dès lors que l'amendement soit libellé de la façon suivante : « Le plan régional de développement arrêté le 3 mars 1995 cesse de produire ses effets au jour de l'entrée en vigueur du projet de plan régional de développement et au plus tard le 31 décembre 2001. ».

Le président de la commission, M. Bernard Clerfayt, précise qu'en d'autres mots, cela concerne tout nouveau projet adopté par le Gouvernement après l'entrée en vigueur de ce texte.

Le Secrétaire d'Etat, M. Willem Draps, considère que cette rédaction évitera toute ambiguïté.

– MM. Denis Grimberghs et Benoît Cerexhe introduisent un nouveau sous-amendement n° 2 visant à supprimer les mots : « projet de ».

MM. Denis Grimberghs et Benoît Cerexhe estiment qu'il importe d'être cohérent avec la disposition contenue dans

tenis die de minister-president aangegaan is in het kader van de afwerking van het GewOP. Het nieuwe GewOP zal de geest van het vorige eerbiedigen en zal pas definitief vastgesteld worden na een ruime raadpleging.

De heer Benoît Cerexhe vraagt wat het standpunt van de regering is ten aanzien van de opmerking van de Raad van State over de toepassing van artikel 18, vierde lid, van de ordonnantie houdende de organisatie van de planning en de stedenbouw.

Staatssecretaris Willem Draps antwoordt dat het niet om een dwingende termijn gaat. Het dus niet nodig om nog een wijziging aan te brengen in de voormelde ordonnantie.

II. Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1

Artikel 1 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

Artikel 2

De heer Sven Gatz vraagt dat het eerste subamendement op amendement nr. 1 verworpen wordt. Het Parlement kan immers toch pressie op de regering blijven uitoefenen omdat er een einddatum vastgesteld is. Als er geen nieuw GewOP komt, zal het lid vragen dat het huidige GewOP verlengd wordt.

Mevrouw Michèle Carthé wijst erop dat de tekst van amendement nr. 1 tot verwarring kan leiden, aangezien de heer Hervé Hasquin, die lid was van de vorige regering, reeds een ontwerp had vastgesteld. Zij vraagt dat het amendement als volgt geformuleerd zou worden : « Het gewestelijke ontwikkelingsplan dat op 3 maart 1995 werd vastgesteld, houdt op gevolg te hebben op de dag van de inwerkingtreding van het ontwerp van gewestelijk ontwikkelingsplan en uiterlijk op 31 december 2001. ».

Commissievoorzitter Bernard Clerfayt zegt dat de tekst met andere woorden betrekking heeft op ieder nieuw ontwerp dat de regering na de inwerkingtreding van deze tekst goedkeurt.

Staatssecretaris Willem Draps vindt dat deze formulering veel eenduidiger is.

– De heren Denis Grimberghs en Benoît Cerexhe dienen een nieuw subamendement nr. 2 in dat ertoe strekt de woorden « ontwerp van een » te doen vervallen.

De heren Denis Grimberghs en Benoît Cerexhe vinden dat men rekening moet houden met artikel 23 van de ordon-

l'article 23 de l'ordonnance organique de la planification et de l'urbanisme.

MM. Marc Cools et Sven Gatz tiennent à rappeler que le texte de l'amendement n° 1 est conforme à l'avis du Conseil d'Etat.

Le Secrétaire d'Etat, M. Willem Draps, annonce que cette question pourrait être réglée dans un projet modificatif de l'OOPU.

III. Votes

- Le sous-amendement n° 1 est rejeté par 10 voix contre 2.
- Le sous-amendement n° 2 est rejeté par 10 voix contre 1 et 1 abstention.
- L'amendement n° 1 tel que toiletté est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.
- L'article 2 est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.
- L'article 3 est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.
- L'ensemble de la proposition d'ordonnance est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

Confiance est faite au rapporteur pour la rédaction du présent rapport.

Le Rapporteur,

Willy DECOURTY

Le Président,

Bernard CLERFAYT

nantie houdende de organisatie van de planning en de stedenbouw.

De heren Marc Cools en Sven Gatz wijzen erop dat de tekst van amendement nr. 1 in overeenstemming is met het advies van de Raad van State.

Staatssecretaris Willem Draps zegt dat deze kwestie geregeld zou kunnen worden in een ontwerp houdende wijziging van de OOPS.

III. Stemmingen

- Subamendement nr. 1 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 2.
- Subamendement nr. 2 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 1, bij 1 onthouding.
- Het verbeterde amendement nr. 1 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.
- Artikel 2 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.
- Artikel 3 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.
- Het voorstel van ordonnantie wordt aangenomen bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van dit verslag.

De Rapporteur,

Willy DECOURTY

De Voorzitter,

Bernard CLERFAYT

IV. Texte adopté par la commission

Article 1^{er}

La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Article 2

A l'article 203, § 2 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, la phrase « *Le premier plan régional de développement arrêté le 3 mars 1995 cesse de produire ses effets au plus tard le 31 décembre 2000.* ».

est remplacée par la phrase suivante :

« *Le plan régional de développement arrêté le 3 mars 1995 cesse de produire ses effets au jour de l'entrée en vigueur d'un nouveau projet de plan régional de développement et au plus tard au 31 décembre 2001.* ».

Article 3

La présente ordonnance entre en vigueur au plus tard le 31 décembre 2000.

IV. Tekst aangenomen door de commissie

Artikel 1

Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Artikel 2

In paragraaf 2 van artikel 203 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, wordt de zin « *Het eerste gewestelijk ontwikkelingsplan dat op 3 maart 1995 werd vastgesteld, treedt uiterlijk op 31 december 2000 buiten werking.* ».

door de volgende zin vervangen:

« *Het gewestelijke ontwikkelingsplan dat op 3 maart 1995 werd vastgesteld, houdt op gevolg te hebben op de dag van de inwerkingtreding van een nieuw ontwerp van gewestelijk ontwikkelingsplan en uiterlijk op 31 december 2001.* ».

Artikel 3

Deze ordonnantie treedt uiterlijk op 31 december 2000 in werking.

V. Annexes**Amendements**

N° 1 (de Mme Michèle CARTHE et MM. Sven GATZ et Marc COOLS)

*Article 2***Remplacer l'article par la disposition suivante :**

« A l'article 203, § 2, alinéa 2, de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, les termes « Le premier plan régional de développement arrêté le 3 mars 1995 cesse de produire ses effets au plus tard le 31 décembre 2000. » sont remplacés par :

« Le premier plan régional de développement arrêté le 3 mars 1995 cesse de produire ses effets au jour de l'entrée en vigueur du projet de nouveau projet de plan régional de développement et au plus tard au 31 décembre 2001. »

JUSTIFICATION

L'amendement déposé a pour objet de compléter le texte de la proposition d'ordonnance, suivant en cela l'avis du Conseil d'Etat, en prolongeant les effets du premier plan régional de développement au jour de l'entrée en vigueur du nouveau projet de plan régional de développement et au plus tard au 31 décembre 2001.

Le Conseil d'Etat rappelle en effet qu'au sens de l'article 23, alinéas 1^{er} et 2, de l'ordonnance, le projet de plan régional de développement produit les mêmes effets que le plan régional de développement.

Toutefois, il paraît essentiel d'apporter cette précision à la lecture de l'article 23, alinéa 3, de l'ordonnance qui précise, de façon assez ambiguë à la lecture des deux premiers alinéas de la même disposition, que « le plan régional de développement cesse de produire ses effets dès que le gouvernement a approuvé le nouveau plan régional de développement (...) ».

Michèle CARTHE (F)
Sven GATZ (N)
Marc COOLS (F)

N° 2 (de MM. Denis GRIMBERGHS et Benoît CEREXHE) Sous-amendement à l'amendement n° 1

*Article 2***Supprimer les mots « projet de ».****V. Bijlagen****Amendementen**

Nr. 1 (van mevrouw Michèle CARTHE en de heren Sven GATZ en Marc COOLS)

*Artikel 2***Het artikel door de volgende bepaling te vervangen :**

« In paragraaf 2, tweede lid, van artikel 203 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw wordt de zin « Het eerste gewestelijk ontwikkelingsplan dat op 3 maart 1995 werd vastgesteld, treedt uiterlijk op 31 december 2000 buiten werking. » door de volgende zin vervangen :

« Het eerste gewestelijk ontwikkelingsplan dat op 3 maart 1995 werd vastgesteld, houdt op gevolg te hebben op de dag van de inwerkingtreding van het ontwerp van een nieuw ontwerp van gewestelijk ontwikkelingsplan en uiterlijk op 31 december 2001. »

VERANTWOORDING

Het ingediende amendement strekt ertoe de tekst van het voorstel van ordonnantie aan te vullen overeenkomstig het advies van de Raad van State. De gevolgen van het eerste gewestelijke ontwikkelingsplan worden verlengd tot op de dag van de inwerkingtreding van het nieuwe ontwerp van gewestelijk ontwikkelingsplan en uiterlijk tot op 31 december 2001.

De Raad van State herinnert er immers aan dat in de zin van artikel 23, eerste en tweede lid, van de ordonnantie, het ontwerp van het gewestelijk ontwikkelingsplan dezelfde gevolgen heeft als het gewestelijk ontwikkelingsplan.

Het is toch noodzakelijk om deze precisering in de tekst aan te brengen in het licht van artikel 23, derde lid, van de ordonnantie, dat bepaalt – niet erg eenduidig in het licht van de eerste twee leden van dezelfde bepaling – dat « het gewestelijk ontwikkelingsplan ophoudt te gelden zodra de regering het nieuwe gewestelijk ontwikkelingsplan heeft vastgesteld ».

Nr. 2 (van de heren Denis GRIMBERGHS en Benoît CEREXHE) Subamendement op amendement nr. 1

*Artikel 2***De woorden « ontwerp van » te schrappen.**

JUSTIFICATION

En cohérence avec l'article 23, 4^e alinéa, tel que modifié par l'ordonnance du 19 décembre 1996, il convient de prendre en considération que le PRD « cesse de produire ses effets dès que le gouvernement a approuvé le nouveau plan régional de développement ... ».

Denis GRIMBERGHS (F)
Benoît CEREXHE (F)

N° 3 (de MM. Denis GRIMBERGHS, Benoît CEREXHE, Mme Béatrice FRAITEUR et M. Yaron PESZTAT) Sous-amendement à l'amendement n° 1

Article 2

Supprimer les mots « et au plus tard au 31 décembre 2001 ».

JUSTIFICATION

On ne voit pas bien l'intérêt de fixer ainsi une nouvelle date butoir alors même que le Conseil d'Etat indique dans son avis que ce vide juridique pourrait à nouveau se présenter si, à la date ultime prévue par la présentation un nouveau PRD n'était pas entré « en vigueur ».

Denis GRIMBERGHS (F)
Benoît CEREXHE (F)
Béatrice FRAITEUR (F)
Yaron PESZTAT (F)

VERANTWOORDING

Om rekening te houden met artikel 23, vierde lid, zoals gewijzigd door de ordonnantie van 19 december 1996, moet men er van uitgaan dat het GewOP « ophoudt te gelden zodra de regering het nieuwe gewestelijk ontwikkelingsplan heeft vastgesteld ».

Nr. 3 (van de heren Denis GRIMBERGHS, Benoît CEREXHE, mevrouw Béatrice FRAITEUR en de heer Yaron PESZTAT) Subamendement op amendement nr. 1

Artikel 2

De woorden « en uiterlijk op 31 december 2001 » **te schrappen.**

VERANTWOORDING

Wij zien het nut er niet van in om een nieuwe einddatum vast te leggen, aangezien de Raad van State in zijn advies bepaalt dat een nieuw rechtsvacuüm zou kunnen ontstaan indien er op de vastgestelde einddatum voor de voorstelling geen nieuw GewOP in werking zou zijn getreden.

